

Royaume du Maroc



المندوبية السامية للتخطيط

HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

**Forum international**

**« *Pour une initiative tricontinentale atlantique* »**

Allocution de Monsieur Ahmed LAHLIMI ALAMI

Haut-Commissaire au Plan

Skhirat, 29-30 Mai 2009

## **Mesdames, Messieurs**

Le Haut Commissariat au Plan mène, depuis quatre ans, en toute indépendance institutionnelle et intellectuelle, un programme d'étude prospective sous le thème « Maroc 2030 ». Dans ce cadre, des forums thématiques ont été organisés avec la participation d'experts nationaux et étrangers et de représentants des mondes universitaire, économique, politique et des acteurs de la société civile. Ces forums, appuyés par des études générales et sectorielles et des enquêtes sur le terrain, ont donné lieu à l'élaboration de scénarios exploratoires et alternatifs et fait l'objet de multiples publications qu'il est aisé de consulter sous leur forme écrite et, parfois, audiovisuelle dans le site [www.hcp.ma](http://www.hcp.ma).

Grâce au Haut Patronage que Sa Majesté Le Roi a bien voulu accorder à ce processus de réflexion, les programmes de prospective du HCP ont créé un espace ouvert d'échange d'idées et d'approches, soumis à la seule exigence de l'expertise et de l'objectivité, et acquis une large audience, nationale et internationale.

Outre les thèmes relatifs à la démographie, à l'économie, à l'évolution des différentes composantes de la société marocaine et de leurs cultures, cette réflexion prospective a ainsi accordé une place privilégiée à l'environnement régional et international, et plus particulièrement aux rapports euromaghrébins. Les deux derniers forums en date ont été, à cet égard, significatifs. Le premier, avec une forte participation sud-américaine,

s'intitulait « Le Maroc dans l'espace Maghreb : approches pour une nouvelle géographie économique du Maghreb » et le second, focalisé sur l'Union pour la Méditerranée, portait sur « Le Maghreb 2030 dans son environnement euro-méditerranéen et dans la perspective de l'Union pour la Méditerranée ».

Au stade actuel de la réflexion, nous avons été fortement interpellés par la distance excessive existant, aussi bien dans nos travaux que dans la conscience politique de l'opinion publique, entre les deux espaces géostratégiques voisins, méditerranéen d'un côté et atlantique de l'autre.

Le forum qui nous réunit, aujourd'hui et auquel vous avez bien voulu nous faire l'amitié de contribuer par votre présence et l'apport de vos idées a l'ambition de redonner toute sa place à cet espace atlantique. Il sera, sûrement, l'un des moments forts de notre réflexion prospective sur l'environnement géostratégique du Maroc.

### **Mesdames, Messieurs**

Notre pays appartient, comme vous le savez, aux mondes arabe, africain et euro-méditerranéen. Nous avons eu l'occasion, lors des forums antérieurs, de montrer l'impact de cette appartenance multiple sur son identité, ses engagements et sa vision de l'avenir. Sa dimension atlantique n'avait pas

manqué de s'inviter dans notre réflexion, déjà, au cours de ces forums. Naturellement et avec force, comme géographie, histoire et destin.

Sur une côte six fois plus longue que la côte méditerranéenne, les provinces atlantiques du Maroc abritent plus de 45% de ses citoyens, participent pour environ 60% de son produit intérieur brut et réalisent la quasi-totalité de son commerce extérieur.

Par ailleurs, l'histoire, à travers ses échanges atlantiques, particulièrement, avec ses voisins du Sud et du Nord, a été l'un des facteurs déterminants de son positionnement dans le monde. Ces échanges humains, avec leur pluralité d'ethnies, de langues et de cultures, ont façonné son identité nationale et contribué, par la suite, à lui ouvrir, dès qu'il a recouvré son indépendance nationale, la voie d'une présence humaine, culturelle et diplomatique en Amérique du Sud, alors que ses relations historiques avec les Etats Unis d'Amérique datent de l'indépendance de ce pays qu'il a été l'un des premiers à reconnaître.

Il reste, cependant, que face aux défis –effectifs et potentiels- portés par les réalités économiques, environnementales et sécuritaires du monde, la conscience d'une communauté de destin de tous les pays riverains de l'Atlantique a, aujourd'hui, le plus vocation à fonder la pertinence de l'engagement du Maroc dans cet espace. C'est de là que procède aussi le poids que nous assignons à ce dernier dans notre réflexion prospective parmi les déterminants des scénarios alternatifs du Maroc 2030.

Dans ces scénarios nous ne négligeons, certes, pas les stigmates laissées par le passé colonial sur les relations euro-africaines, ni les insatisfactions exprimées par les pays africains à l'égard du bilan de leur expérience avec l'UE, tant en termes d'investissements que de partenariats stratégiques. Nous ne négligeons pas, non plus, les rancœurs nées de l'hégémonie exercée, pendant longtemps, par les Etats Unis d'Amérique sur les pays du Sud. Bien que leur voisin du Nord puisse se prévaloir de l'importance et de la qualité qu'il a su imprimer à leurs relations économiques en matière d'investissement et de commerce. Malgré le poids de ces séquelles historiques, l'analyse prospective de l'évolution que connaît le monde, à l'ère de la mondialisation, inscrit ces scénarios, plutôt, dans une dynamique tendancielle de dépassement des antagonismes Est-Ouest, Nord-Sud et des différentes formes, encore avérées, de paternalisme des uns et de récriminations incantatoires des autres. La grave crise internationale que traverse, aujourd'hui, le monde et l'émergence de nouveaux concepts pour une gouvernance internationale renouvée ont, pensons-nous, vocation à favoriser cette dynamique.

## **Mesdames, Messieurs**

Il est avéré que la crise actuelle est d'une exceptionnelle gravité tant par sa nature que par sa dimension. Elle est l'aboutissement tectonique du long processus de décrochage d'une sphère financière surdimensionnée par rapport à des économies réelles dont la mondialisation a permis une croissance soutenue sans, pour autant, réduire les inégalités aussi bien entre pays qu'entre catégories sociales, ni apporter de réponses durables à des défis mondiaux aussi dangereux, à terme, que la pauvreté, la dégradation de l'environnement, la sécurité globale.

Je pense qu'avec cette crise s'effondre, du coup, tout un savoir conventionnel de l'économie politique dominante à l'ère de la mondialisation comme s'est effondré, il y a vingt ans, le modèle soviétique avec le mur de Berlin. En disant cela, je ne suis, évidemment, pas dans la dialectique autrefois si chère à Mao-Tsé-toung qui veut que « lorsque ça va mal, ça va bien ». Je rappelle seulement ce que nous apprend l'Histoire. Les crises du système capitaliste ont souvent été les manifestations de l'épuisement, à des moments donnés de la capacité d'un modèle d'accumulation de richesses à se reproduire et qu'elles ouvrent, dès lors, la voie à un modèle plus adapté aux nouveaux besoins matériels et culturels de la société. Un système basé sur une économie de marché ne crée, ainsi, comme l'humanité, que les problèmes qu'il peut résoudre.

Il y a, cependant, tout lieu de craindre que les graves questions de développement humain et de sécurité qui se posent dans les pays en développement n'échappent à cette catégorie de problèmes. D'ores et déjà, plusieurs pays en développement, et dans notre propre continent africain, subissent, sous les effets de cette crise, une dégradation de leur commerce extérieur, des risques d'asphyxie financière et des menaces de déstabilisation sociale et politique. Il est, dès lors, légitime de se poser la question de savoir si le montant des fonds mis à la disposition du FMI et les mécanismes de leur déboursement seraient en mesure de permettre à ces pays de faire face à de telles situations. Ayant subi les chocs aussi bien des hausses des prix des produits énergétiques et alimentaires que de leur effondrement, affrontant les lourds handicaps de la pauvreté et de la morbidité, ces pays vivent la lancinante question de savoir quelle voie de croissance et de développement humain peuvent-ils espérer, dans une après-crise, à laquelle seuls les pays développés sont en mesure et commencent à se préparer.

### **Mesdames, Messieurs**

Il est, à cet égard, clair que dans la prochaine vague de mondialisation, l'accumulation des richesses connaîtra, à l'échelle internationale, une nouvelle hiérarchisation de ses sources sectorielles et technologiques. Une

lecture des perspectives de l'après-crise à travers la grille des nouvelles politiques économiques annoncées aux Etats Unis d'Amérique et, avec plus ou moins de force et de cohérence, dans d'autres pays développés permettrait d'identifier quelques unes de ces nouvelles sources de compétitivité. Les énergies renouvelables, les produits et services écologiques, les biotechnologies, l'économie du savoir mais aussi, la réduction des inégalités sociales, les intégrations régionales seraient les principaux moteurs de l'économie mondiale et les nouveaux gisements de profits. Tout cela ne se fera, bien entendu, pas du jour au lendemain et demandera une longue période. Il faut, en particulier, tenir compte de la lourdeur et de la durée d'amortissement des investissements nécessaires aux mutations technologiques requises et à une diversification significative de la production et de la consommation de l'énergie. Il faut également tenir compte du temps que devrait prendre l'adaptation des sociétés et des territoires aux impacts de ces évolutions.

Aussi faut-il s'attendre à ce que les Etats renouent même pendant un certain temps, avec leur pouvoir souverain d'intervention dans le domaine économique et social, comme ils en avaient usé dans la période de reconstruction d'après-guerre. Dans ce cadre, il est prioritaire que le système financier soit soumis aux exigences de l'économie au lieu que celle-ci soit soumise à ses exigences et c'est en grande partie la tâche à laquelle se sont attelés les membres du G20 .

Dans ce contexte, les pays qui ne se donneraient pas les moyens d'accéder aux nouvelles sources de compétitivité subirait, à terme, les lois de la division du travail de la troisième ère de la mondialisation. De nouvelles normes écologiques et environnementales devraient constituer la nouvelle génération d'obstacles non tarifaires à un large accès des produits des pays en développement aux marchés des pays riches.

### **Mesdames, Messieurs**

Il est clair qu'une nouvelle gouvernance mondiale devrait impérativement apporter une réponse globale aux enjeux communs à l'ensemble des composantes de la communauté internationale. Elle devrait offrir, à cet effet, une plate forme de réponses innovantes à la crise mondiale pour éradiquer les sources des dysfonctionnements actuelles des gouvernances nationales et internationales aujourd'hui unanimement stigmatisées et ouvrir des perspectives d'une mondialisation maîtrisée et au service de tous.

A cet effet, la constitution de groupements régionaux constitue la voie solidaire et co-responsable la plus appropriée pour la prise en charge de la gouvernance mondiale des défis de la prochaine vague de mondialisation dans le domaine de la croissance, de la compétitivité, de la cohésion sociale, du développement durable et de la sécurité globale. L'espace atlantique présente, à n'en pas douter, toutes les conditions pour promouvoir un

modèle exemplaire de ce type de communauté d'intérêt ouverte au dialogue et ouvrant la voie à un dépassement des clivages, aujourd'hui inopportuns et, en tout cas, inopérants parce que dépassés par les réalités du monde.

C'est à l'identification du contenu d'un tel projet que nous consacrerons nos travaux animés par une démarche prospective où il n'y a guère de place aux discours conventionnels et encore moins à l'influence des aléas conjoncturels politiques ou autres qui n'ont, de toute évidence, aucune consistance historique. Si la prospective est une construction de l'avenir, elle est, forcément aussi, un pari sur l'avenir et sur la capacité de l'être humain à mettre sa volonté au service de sa liberté.